ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 32.492/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 6 novembre 2001, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "fixant les conditions d'aptitude physique et mentale des membres d'équipage de conduite des aéronefs civils", a donné le 13 février 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 32.492/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 6 november 2001 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid van de leden van het stuurpersoneel van burgerlijke luchtvaartuigen", heeft op 13 februari 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Certains renvois effectués aux articles du commentaire technique (chapitre V) semblent parfois être contradictoires avec la règle énoncée, en ce sens que cette dernière prévoit une inaptitude alors que le commentaire technique laisse une possibilité de décision favorable et inversement.

Exemples :

1° A l'article 10, 4°, il y a contradiction à déclarer inapte le demandeur atteint de sarcoïdose et de renvoyer à l'article 72 qui envisage deux cas où "la délivrance d'un certificat médical peut être envisagée";

2° l'article 13, 2°, dispose que "Le demandeur présentant des dysfonctionnements métaboliques, nutritionnels ou endocriniens peut être déclaré apte si les conditions du chapitre V, article 81 sont réunies". Or cet article prévoit l'inaptitude, les exceptions ne concernant que le renouvellement;

3° l'article 14, 8°, dispose que "Le demandeur présentant une défectuosité de la coagulation doit être déclaré inapte" et renvoie au chapitre V, à l'article 90. Or, l'article 90 autorise la délivrance d'un certificat médical avec limitation;

4° l'article 22, 5°, dispose que "Le demandeur présentant des troubles de la convergence doit être déclaré inapte" et renvoie au chapitre V, à l'article 126. Or, l'article 126 dispose que "Toute convergence sortant des limites de la normale peut être jugée admissible par le SMA si elle n'a aucune répercussion sur la vision de près (30-50 cm et 100 cm)".

2. Certaines dispositions du projet mentionnent uniquement la Section de médecine aéronautique. La section de législation se demande, dès lors, si la règle est applicable aux médecins examinateurs agréés et aux médecins responsables d'un centre d'expertise aéronautique ou si elle implique, au contraire, que ces derniers doivent envoyer le dossier pour décision à la Section de médecine aéronautique. Si tel est le cas, il convient de prévoir le principe de ce dessaisissement dans le projet d'arrêté royal "organisant la vérification des conditions d'aptitude physique et mentale des membres d'équipage de conduite des aéronefs civils", examiné ce jour, sous l'avis 30.964/4, par le Conseil d'Etat.

Exemples :

1° pour une licence de classe 2, l'article 30, 1°, dispose que "Le demandeur présentant une atteinte coronarienne mineure, asymptomatique, peut être déclaré apte par la SMA". (idem pour les anomalies valvulaires cardiaques mineures visées à l'article 32, 2°, a);

2° l'article 106 dispose que "La SMA peut envisager la délivrance du certificat médical à un demandeur présentant une maladie inflammatoire, (...)";

3° l'article 112 précise que"(...) la SMA peut admettre des déficits fonctionnels mineurs associés à une maladie stabilisée";

4° les articles 140 et 141 mentionnent la décision de la Section de médecine aéronautique en ce qui concerne les affections cancéreuses ou précancéreuses de la peau et les autres affections de la peau.

3. Dans le même ordre d'idées, certaines dispositions du projet font état de décisions de la Section de médecine aéronautique alors qu'en vertu du projet d'arrêté royal ces décisions sont de la compétence du médecin responsable du Centre d'expertise de médecine aéronautique ou du médecin examinateur agréé.

Exemples :

1° l'article 118 mentionne "Le renouvellement d'un certificat médical de classe 1 et la délivrance d'un certificat médical de classe 2 peuvent être envisagés par la SMA". Or, en vertu de l'article 3, § 3, 6°, du projet d'arrêté royal, la Section de médecine aéronautique ne décide que de l'aptitude ou de l'inaptitude de l'intéressé ayant présenté l'examen initial de classe 1;

2° l'article 124, 2°, mentionne que "la SMA peut envisager la délivrance du certificat médical de classe 2" à certaines conditions;

3° l'article 125, 1°, et 3°, mentionne le renouvellement par la SMA d'un certificat médical de classe 2;

4° l'article 132 dispose que "Lors des examens de revalidation ou de renouvellement, les réponses vestibulaires anormales doivent être évaluées par la SMA en fonction de leur contexte clinique". Or, en vertu de l'article 23 du projet d'arrêté royal, les certificats médicaux de revalidation sont remis par le Centre d'expertise de médecine aéronautique ou par le médecin examinateur agréé.

4. L'article 4, 4°, mentionne "des spécialistes désignés par la SMA". Or, l'article 3 du projet d'arrêté royal, précité, ne prévoit nullement la désignation de spécialistes par la Section de médecine aéronautique, ni , a fortiori, les conditions et la procédure de cette désignation.

La même observation vaut, par exemple, pour le 6° du même article et pour les articles 26, 2°, 28, 4°, 50, 2°, 57, 109,125,129,130, 132.

De même, l'article 23, 2°, mentionne "une méthode approuvée par la SMA". Or, l'article 3 du projet d'arrêté royal ne prévoit pas cette mission de la Section de médecine aéronautique.

Il y a lieu d'étendre les compétences de la Section de médecine aéronautique dans le projet d'arrêté royal, précité.

5. Certaines dispositions relèvent de la description d'une pathologie; elles devraient être rédigées en forme juridique pour faire apparaître les conséquences qu'il y a lieu d'y attacher. Il s'agit, par exemple, des articles 55, 1°, 76, 3° et 138.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

1. Il y a lieu de ne mentionner que l'article 5 de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne et l'arrêté royal (...) organisant la vérification des conditions d'aptitude physique et mentale des membres d'équipage de conduite des aéronefs civils, notamment les articles 19 et 30, § 3, tel qu'il sera modifié suite aux observations faites dans l'avis 30.964/4, précité.

2. Comme suggéré dans l'avis 30.964/4, c'est à l'arrêté ministériel qu'il appartient d'abroger l'arrêté ministériel du 8 février 1985.

Dès lors, il convient de le viser dans le préambule.

Dispositif

Article 2

1. Le projet d'arrêté royal "organisant la vérification des conditions d'aptitude physique et mentale des membres d'équipage de conduite des aéronefs civils" consacre les notions de Centre d'expertise de médecine aéronautique, de médecin examinateur agréé et de section de médecine aéronautique.

Dès lors, il n'y a pas lieu de remplacer ces termes par des abréviations, comme le fait l'article 2 du projet.

Par ailleurs, il convient d'utiliser les termes exacts, par exemple "médecin examinateur agréé" et non, comme le fait, par exemple, l'article 3, alinéa 3, "médecins examinateurs".

2. Le principe des limitations OML et OSL doit être consacré dans le projet d'arrêté royal. En effet, il s'agit de modalités importantes pouvant affecter les licences dont question dans ce projet d'arrêté.

Article 3

1. En mentionnant un "examen médical d'aptitude", le projet introduit une notion qui n'est pas consacrée par le projet d'arrêté royal qui ne connaît "que" les notions d'examen médical, d'examen médical approfondi, d'examen médical courant et d'examen médical initial [(1)].

2. L'article 3 mentionne "le demandeur ou le titulaire d'une licence ou d'une autorisation de membre d'équipage de conduite d'aéronef civil" alors que l'article 1er du projet d'arrêté royal mentionne "le demandeur ou le titulaire d'une licence, une autorisation ou une qualification".

Il est suggéré de mentionner "le demandeur ou le titulaire d'une des licences, qualifications ou autorisations visées à l'article 1er de l'arrêté royal du (...)".

3. L'alinéa 5 fait état d'un "examen médical approfondi". Il n'est cependant pas certain que cette expression ait le même sens que celle définie dans le projet d'arrêté royal.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que le projet d'arrêté ministériel doit s'efforcer d'utiliser les termes du projet d'arrêté royal dans le sens que leur donne ce projet d'arrêté.

Il serait préférable d'écrire "un examen médical effectué de manière approfondie".

---

(1) Voir l'observation générale 1 formulée dans l'avis 30.964/4, précité.

4. L'alinéa 6 fait double emploi avec l'article 30, § 3, du projet d'arrêté royal. Il doit, dès lors, être omis.

Article 4

1. Le 1° fait état d'un "certificat médical de classe 1". L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que le projet d'arrêté royal ne consacre pas spécifiquement la notion de "certificat médical de classe 1, 2, ou 3" mais la notion "d'examen classe 1, 2 ou 3" (2).

2. Au 3°, dans le texte français, il y a lieu d'écrire "examen clinique" comme au 2°.

3. Le 5° mentionne "l'examen pour la première délivrance d'une licence". Il convient, conformément à la définition contenue dans le projet d'arrêté royal, de mentionner "l'examen initial".

4. Le 6° mentionne "un examen médical de révision". Si le projet d'arrêté royal connaît les notions d'examen médical approfondi, d'examen médical courant, d'examen médical initial, de renouvellement et de revalidation, il ne connaît nullement la notion d'"examen médical de révision".

De même, l'article 20, 3°, utilise la notion inconnue d'"examen d'admission" (3).

Article 6

(2) Voir l'observation particulière 2 formulée sous l'article 1er de l'avis 30.964/4, précité.

(3) Voir l'observation générale 1 formulée dans l'avis 30.964/4, précité.

Au 3°, la section de législation suppose que l'auteur a voulu écrire qu'"une décision d'aptitude peut être prise si (...)".

Article 10

Au 2°, il y a lieu de viser de manière plus précise l'article 71, 1°. En effet, l'article 71, 2°, concerne le certificat médical de classe 2.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet laisse beaucoup à désirer du point de vue le la correction de la langue et devrait dès lors être revu fondamentalement.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Sommige verwijzingen naar artikelen van de technische commentaar (hoofdstuk V) lijken soms tegenstrijdig met de vastgestelde regel, in die zin dat die regel in een ongeschiktheid voorziet terwijl volgens de technische commentaar een gunstige beslissing mogelijk blijft, of omgekeerd.

Voorbeelden:

1° In artikel 10, 4°, is er een tegenstrijdigheid tussen het ongeschikt verklaren van de aanvrager met sarcoïdose en de verwijzing naar artikel 72 dat voorziet in twee gevallen waarin "het afleveren van een geneeskundig attest kan (...) overwogen worden";

2° artikel 13, 2°, bepaalt : "De aanvrager met metabolische, nutritionele of endocriene dysfuncties kan geschikt verklaard worden indien voldaan wordt aan de voorwaarden van hoofdstuk V, artikel 81". Volgens dat artikel hebben die dysfuncties echter ongeschiktheid tot gevolg, waarbij de uitzonderingen alleen betrekking hebben op de "hernieuwing";

3° artikel 14, 8°, bepaalt dat "De aanvrager met stoornissen van de bloedstolling (...) ongeschikt (moet) verklaard worden" en verwijst naar hoofdstuk V, artikel 90. Artikel 90 staat echter toe dat een geneeskundig attest met beperkingen wordt afgegeven;

4° artikel 22, 5°, bepaalt dat "De aanvrager die stoornissen van de convergentie vertoont, (...) ongeschikt verklaard (moet) worden" en verwijst naar hoofdstuk V, artikel 126. Artikel 126 bepaalt echter dat "Elke convergentie die buiten de normale grenzen reikt, (...) door de SLG (kan) aanvaard worden indien zij geen enkele weerslag heeft op het zicht van dichtbij (30-50 cm en 100 cm)".

2. In sommige bepalingen van het ontwerp wordt alleen de sectie Luchtvaartgeneeskunde vermeld. De afdeling wetgeving vraagt zich derhalve af of de regel van toepassing is op de erkende onderzoekend geneesheren en op de verantwoordelijke geneesheren van een expertisecentrum voor luchtvaartgeneeskunde, dan wel of hij integendeel inhoudt dat laatstgenoemden het dossier ter goedkeuring moeten overzenden aan de sectie Luchtvaartgeneeskunde. Als dat zo is, moet het principe dat de beslissing aan die sectie wordt overgelaten, worden vastgelegd in het ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de organisatie van de controle van de voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid van de leden van het stuurpersoneel van burgerlijke luchtvaartuigen" waarover de Raad van State heden advies 30.964/4 heeft uitgebracht.

Voorbeelden :

1° voor een vergunning van klasse 2, bepaalt artikel 30, 1° : "De aanvrager met een asymptomatisch weinig belangrijke coronairaandoening kan geschikt verklaard worden door de SLG". (idem voor weinig belangrijke anomalieën van de hartkleppen genoemd in artikel 32, 2°, a);

2° artikel 106 bepaalt : "De SLG kan het afleveren van een geneeskundig attest overwegen aan de aanvrager die een inflammatoire (...) aandoening (...) vertoont";

3° artikel 112 bepaalt : "(...) De SLG kan evenwel, (...), lichte functionele deficits die deel uitmaken van een gestabiliseerde ziekte, aanvaarden";

4° de artikelen 140 en 141 maken gewag van de beslissing van de sectie Luchtvaartgeneeskunde in verband met kankers of precancereuze aandoeningen van de huid en andere huidaandoeningen.

3. In datzelfde verband wordt in sommige bepalingen van het ontwerp gewag gemaakt van beslissingen van de sectie Luchtvaartgeneeskunde, terwijl die beslissingen krachtens het ontwerp van koninklijk besluit tot de bevoegdheid behoren van de geneesheer die verantwoordelijk is voor het Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde of van de "erkende geneesheer-examinator".

Voorbeelden :

1° in artikel 118 staat : "Het hernieuwen van het geneeskundig attest van klasse 1 of het afleveren van een geneeskundig attest van klasse 2 kan door de SLG overwogen worden". Krachtens artikel 3, § 3, 6°, van het ontwerp van koninklijk besluit neemt de sectie Luchtvaartgeneeskunde echter alleen een beslissing omtrent de geschiktheid of de ongeschiktheid van de betrokkene die het initieel onderzoek klasse 1 heeft ondergaan;

2° in artikel 124, 2°, staat dat "(...) de SLG het afleveren van een geneeskundig attest van de klasse 2 (kan) overwegen" onder bepaalde voorwaarden;

3° in artikel 125, 1° en 3°, is sprake van het "hernieuwen" van een geneeskundig attest van klasse 2 door de SLG;

4° artikel 132 bepaalt : "Bij de onderzoeken voor wedergeldigmaking of hernieuwing moeten vestibulaire antwoorden door de SLG beoordeeld worden in het raam van de klinische context". Krachtens artikel 23 van het ontwerp van koninklijk besluit worden de geneeskundige verklaringen van weer geldigverklaring echter afgegeven door het Expertisecentrum voor Luchtvaartgeneeskunde of door de "erkende onderzoekend geneesheer".

4. In artikel 4, 4°, is sprake van "specialisten aangeduid door de SLG". Artikel 3 van het voornoemde ontwerp van koninklijk besluit voorziet echter helemaal niet in de aanwijzing van specialisten door de sectie Luchtvaartgeneeskunde, noch, a fortiori, in de voorwaarden en de procedure voor die aanwijzing.

Deze opmerking geldt bijvoorbeeld ook voor onderdeel 6° van dat artikel en voor de artikelen 26, 2°, 28, 4°, 50, 2°, 57, 109, 125, 129, 130, 132.

Tevens is in artikel 23, 2°, sprake van "een methode goedgekeurd door de SLG". Artikel 3 van het ontwerp van koninklijk besluit voorziet echter niet in die taak van de sectie Luchtvaartgeneeskunde.

De bevoegdheden van de sectie Luchtvaartgeneeskunde behoren te worden uitgebreid in het genoemde ontwerp van koninklijk besluit.

5. Sommige bepalingen geven een beschrijving van een aandoening. Ze zouden juridisch moeten worden ingekleed om duidelijk tot uiting te laten komen welke gevolgen eraan verbonden moeten worden. Het gaat bijvoorbeeld om de artikelen 55, 1°, 76, 3° en 138.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

1. Er behoort alleen te worden verwezen naar artikel 5 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart en naar het koninklijk besluit (...) tot regeling van de organisatie van de controle van de voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid van de leden van het stuurpersoneel van burgerlijke luchtvaartuigen, inzonderheid naar de artikelen 19 en 30, § 3, zoals dat zal worden gewijzigd naar aanleiding van de opmerkingen in het voormelde advies 30.964/4.

2. Zoals in advies 30.964/4 wordt geopperd, behoort het ministerieel besluit van 8 februari 1985 te worden opgeheven in het ministerieel besluit.

.../...

Bijgevolg behoort ernaar te worden verwezen in de aanhef.

Dispositief

Artikel 2

1. In het ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de organisatie van de controle van de voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid van de leden van het stuurpersoneel van burgerlijke luchtvaartuigen" wordt gewerkt met de begrippen Expertisecentrum voor luchtvaartgeneeskunde, erkend geneesheer-examinator en sectie Luchtvaartgeneeskunde.

Die begrippen mogen bijgevolg niet worden vervangen door afkortingen zoals in artikel 2 van het ontwerp geschiedt.

Voorts behoren in het ontwerp van ministerieel besluit en in het ontwerp van koninklijk besluit dezelfde juiste bewoordingen te worden gebruikt. Zo bijvoorbeeld wordt in het ene ontwerp "erkend geneesheer-examinator" en in het andere ontwerp "erkend medisch onderzoeker" gebruikt, terwijl het correcter zou zijn in de beide ontwerpen "erkend onderzoekend geneesheer" te schrijven.

2. Het principe van de OML-beperking en de OSL-beperking moet worden vastgelegd in het ontwerp van koninklijk besluit. Het gaat immers om belangrijke nadere bepalingen die invloed kunnen hebben op de vergunningen waarvan sprake is in dat ontwerpbesluit.

Artikel 3

1. Door melding te maken van een "geneeskundig geschiktheidsonderzoek" voert het ontwerp een begrip in waarmee niet wordt gewerkt in het ontwerp van koninklijk besluit dat zich "beperkt" tot de begrippen geneeskundig onderzoek, grondig geneeskundig onderzoek, gewoon geneeskundig onderzoek en initieel geneeskundig onderzoek [(1)].

2. In artikel 3 is sprake van "de aanvrager of de houder van een vergunning of een toelating als lid van het stuurpersoneel van een burgerlijk luchtvaartuig", terwijl in artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit sprake is van "de aanvrager of de houder van een vergunning, een toelating, of een bevoegdverklaring".

Er wordt voorgesteld met de volgende bewoordingen te werken : "de aanvrager of de houder van één van de vergunningen, bevoegdverklaringen of toelatingen genoemd in artikel 1 van het koninklijk besluit van (...)".

3. In het vijfde lid wordt gewag gemaakt van een "grondig geneeskundig onderzoek". Het staat evenwel niet vast dat met die bewoordingen hetzelfde wordt bedoeld als met het begrip dat gedefinieerd wordt in het ontwerp van koninklijk besluit.

De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat in het ontwerp van ministerieel besluit getracht moet worden te werken met de bewoordingen van het ontwerp van koninklijk besluit in de betekenis die er in dat ontwerpbesluit aan wordt gegeven.

Het zou beter zijn in de Franse tekst te schrijven : "un examen médical effectué de manière approfondie".

4. Het zesde lid vormt een overlapping met artikel 30, § 3, van het ontwerp van koninklijk besluit. Het moet dus vervallen.

Artikel 4

1. In onderdeel 1° is sprake van een "geneeskundig attest van klasse 1". De

---

(1) Zie algemene opmerking 1 in het bovengenoemde advies 30.964/4.

steller van het ontwerp wordt er de aandacht op gevestigd dat in het ontwerp van koninklijk besluit niet specifiek met het begrip "geneeskundig attest van klasse 1, 2 of 3" gewerkt wordt, maar wel met het begrip "onderzoek klasse 1, 2 of 3" [(2)].

2. In de Franse versie van onderdeel 3° schrijve men "examen clinique" zoals in onderdeel 2°.

3. In 5° wordt melding gemaakt van "de eerste aflevering van een vergunning". Overeenkomstig de definitie vervat in het ontwerp van koninklijk besluit moet worden geschreven : "het initieel onderzoek".

4. In 6° wordt gewerkt met het begrip "opnieuw een medisch onderzoek". In het ontwerp van koninklijk besluit wordt weliswaar gewerkt met de begrippen grondig geneeskundig onderzoek, gewoon geneeskundig onderzoek, initieel geneeskundig onderzoek, vernieuwing en weer geldigverklaring, maar nergens met het begrip "opnieuw een medisch onderzoek".

Ook in de Franse versie van artikel 20, 3°, wordt een onbekend begrip gebruikt : "examen d'admission" [(3)].

---

(2) Zie bijzondere opmerking 2 onder artikel 1 van het genoemde advies 30.964/4.

(3) Zie algemene opmerking 1 in het genoemde advies 30.964/4.

Artikel 6

Wat onderdeel 3° betreft, veronderstelt de afdeling wetgeving dat de steller van het ontwerp heeft willen schrijven : "Een geschiktverklaring is mogelijk indien (...)".

Artikel 10

In onderdeel 2° moet de verwijzing nauwkeuriger worden gesteld. Zo behoort te worden verwezen naar artikel 71, 1°. Artikel 71, 2°, heeft namelijk betrekking op de geneeskundige verklaring voor klasse 2.

Slotopmerking

Het ontwerp laat uit een oogpunt van correct taalgebruik veel te wensen over en dient dan ook grondig te worden herzien.

La chambre était composée de

Madame Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre, kamervoorzitter,
Messieurs de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	F. DELPÉRÉE,	assesseur de la section de législation, assessor van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	C. GIGOT,	greffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme V. FRANCK, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. V. FRANCK, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS